



Maison de l'Europe de Paris



■ L'immigration : l'enjeu central des élections européennes

Les migrations en Europe sont au cœur des débats depuis plusieurs années. En vue des élections européennes du 26 mai prochain, cette tendance devrait se confirmer et être un point central de la campagne.

"Crise des réfugiés", "vagues migratoires en Europe", "appels d'air", "des milliers de morts en Méditerranée", "quota de migrants". Ces mots se retrouvent depuis plusieurs années dans la bouche de nos responsables politiques et sous la plume des journalistes. Lorsque l'institut de sondage Kantar Public demande aux Européens quel thème devrait être discuté en priorité dans la campagne pour les élections européennes, ils sont 50% à répondre "*l'immigration*". Cette question devrait donc se retrouver au centre des débats politiques lors des prochaines semaines et au moins jusqu'au 26 mai, date des élections européennes en France.

Un sujet plus européen que national

"C'est un sujet pour l'Europe avant même d'être un sujet pour les nations prises séparément" estime Jérôme Vignon, conseiller migrations à l'Institut Jacques Delors. Ainsi pour les Français, les trois problèmes prioritaires pour la France sont le chômage, le pouvoir d'achat et le terrorisme. L'immigration n'arrive qu'en 5e position. En parallèle, 38% des Européens estiment que des mesures additionnelles devraient être prises à l'échelon européen pour lutter contre l'immigration irrégulière, selon une étude de Kantar Public.

Ce sujet devrait donc continuer à passionner les débats politiques, comme c'est le cas depuis plusieurs années.

Une perception biaisée des migrations en Europe

Depuis le début des années 2010, les guerres, notamment celle en Syrie, ont poussé des millions de personnes à chercher refuge en Europe. Toutefois, ces migrations sont largement surestimées par les Européens. Les Français sondés par Kantar Public pensent que la proportion d'immigrés en France est de 18,1% alors qu'elle n'est que de 8,9% selon les chiffres officiels de l'INSEE. Cette surestimation s'explique par le pic du nombre de personnes étant arrivées sur le territoire européen en 2015. Cette année-là, les Européens ont vu à travers leurs écrans de télévision ou de smartphone l'arrivée de plus de 2 millions de personnes, certaines dans des canots pneumatiques sur les côtes grecques ou

Maison de l'Europe de Paris

Association régie par la loi de 1901, créée en 1956 et reconnue d'utilité publique.

29, avenue de Villiers 75 017 Paris • Tél +33 (0)1 44 61 85 85

www.paris-europe.eu • maison-europe@paris-europe.eu

📍 Maison de l'Europe de Paris 📧 @MdEuropeParis





Maison de l'Europe de Paris

italiennes, d'autres traversant le continent à pieds dans des conditions épouvantables. Ce nombre est pourtant à relativiser par rapport à celui des citoyens européens, plus de 500 millions, et du nombre de ces personnes qui ont réellement obtenu l'asile et bénéficient donc du statut de réfugié. Ce sont d'ailleurs les pays limitrophes des conflits, tels que le Liban, le Pakistan ou la Turquie, qui accueillent le plus de réfugiés. Le nombre d'arrivées en 2015 reste néanmoins impressionnant et est gravé dans les mémoires des Européens. On oublie souvent que ce nombre a fortement diminué dès l'année suivante, à 1,2 million. "Pour l'année 2017, le chiffre a continué de baisser avec moins de 170 000 migrants qui auraient tenté de traverser la Méditerranée", explique la Commission européenne dans ses publications "Les décodeurs de l'Europe".

Dans l'attente d'une réponse européenne satisfaisante face aux flux migratoires

Les discours politiques alarmistes ne sont certainement pas étrangers aux surestimations du nombre de migrants en Europe. Pour certains, ces mots se transforment aussi en une politique hostile aux migrants. "Il y a une politique de maltraitance à Calais en raison du combat contre les appels d'air" affirme Christophe Deltombe président de la Cimade, association de soutien aux personnes réfugiées et migrantes.

La Commission européenne a tenté de faire face à ce défi en proposant un programme de relocalisation d'urgence dès 2015. Les Etats membres devaient ainsi s'engager à accueillir une partie des migrants arrivant par la Grèce ou l'Italie qui n'arrivaient pas à traiter toutes les demandes malgré les aides européennes. Quatre ans plus tard, peu de pays ont rempli leurs engagements. "La Commission européenne est prisonnière d'une vision très juridique sur la question. On ne réfléchit pas en termes de quota. Il faut prendre en compte la volonté des migrants d'aller dans un pays particulier en fonction de la langue qu'ils parlent ou des liens familiaux qu'ils ont sur place", affirme Jérôme Vignon de l'Institut Jacques Delors.

La politique migratoire au niveau européen reste donc encore à perfectionner, ce qui est une attente forte des Français et Européens lors de ces élections européennes.

La Maison de l'Europe de Paris organise en partenariat avec Kantar Public un cycle de conférences sur le Parlement européen en vue des élections européennes 2019, d'où ont été récoltées les citations de cet article.

Article rédigé par le Centre d'Information Europe Direct de la Maison de l'Europe de Paris et publié par France Soir le 03/04/2019

Maison de l'Europe de Paris

Association régie par la loi de 1901, créée en 1956 et reconnue d'utilité publique.

29, avenue de Villiers 75 017 Paris • Tél +33 (0)1 44 61 85 85

www.paris-europe.eu • maison-europe@paris-europe.eu

📍 Maison de l'Europe de Paris 📧 @MdEuropeParis